

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/075-II-faut-sauver-Durban-II>



# Il faut sauver Durban II

- Actu islamophobie -

**07 83 04 83 19**

**[coordination@crifrance.com](mailto:coordination@crifrance.com)**

Date de mise en ligne : mardi 21 avril 2009

Date de parution : 5 avril 2009

---

**Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits**

**réservés**

---

**Alors que le sommet des nations unies sur le racisme prévu du 20 au 24 avril prochain à Genève s'annonçait mal et semblait vouer à l'échec, un nouveau texte plus consensuel pourrait permettre d'éviter un fiasco. Les représentants des pays occidentaux et des pays musulmans et africains auraient enfin trouvé un terrain d'entente. Le nouveau texte ne mentionne plus ni Israël et le Proche-Orient, ni la diffamation des religions, ni la question des réparations pour esclavage, trois sujets considérés comme des "lignes rouges" par les Occidentaux.**

Certains médias et intellectuels irréductibles continuent hélas de minimiser cet effort accompli, de stigmatiser cette conférence et d'appeler encore à son boycott.

"Il y a des concertations européennes pour avoir une position commune. Nous souhaitons maintenir cette dynamique européenne pour peser sur ces négociations afin d'obtenir l'élaboration d'un texte utile à la lutte contre le racisme, non stigmatisant", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay Eric Chevallier au court d'un point presse vendredi 20 mars.

Ce revirement arrive donc à point pour sauver in extrémis cette conférence du marasme et du désistement annoncé par certains pays occidentaux, après celui des Etats-Unis et de l'Italie. Cette nouvelle est pratiquement passée inaperçue, alors que les médias et les intellectuels ont été tous prompts à dénoncer les dérives de Durban I. On continue à discréditer les travaux de cette conférence. Signe préoccupant, le silence pesant des médias institutionnels sur les travaux préparatoires de cette assemblée de l'ONU qui devait redéfinir les critères et les normes en matière de racisme. C'est dire que les efforts en vue d'un rapprochement des points de vue ont dû être âpres et pénibles. Les artisans de ce consensus dont il faut saluer la prouesse sont le russe Youri Boychenko, l'égyptien Ahmed Ihab Gamaleldin et la militante anti-apartheid Navi Pillay parmi d'autres.

Essayons de faire une petite rétrospective pour mieux comprendre le contexte.

### L'essentiel à savoir sur Durban 1

Elle s'est déroulée à Durban, ville cosmopolite d'Afrique du sud en août 2001. Cette conférence s'inscrivait dans le cadre des conférences mondiales contre le racisme initiées par l'UNESCO. Il y eut deux forums, l'un gouvernemental et le deuxième regroupant les ONG admises à participer. Les ONG ainsi que les gouvernements devaient produire un document avec des recommandations finales.

A Durban 1, certains témoins ont fait part des violences ainsi que des slogans antisémites exprimés sans retenue dans le Forum des ONG de la conférence mondiale contre le racisme. Le forum des ONG a donné lieu hélas à des comportements inadmissibles, la réunion gouvernementale a été quant à elle plus constructive. Lors de ces deux rencontres, on a assisté à une focalisation sur la question du Proche-Orient et on a voulu l'utiliser dans la plateforme d'action (DPA) contre le racisme. Mais, les termes jugés excessifs comme "purification ethnique", « apartheid », « génocide » et « crimes racistes » pour qualifier l'attitude israélienne dans le conflit palestinien n'ont pas été admis par nombre de pays occidentaux.

Finalement, l'UE et le Haut commissariat aux droits de l'homme de l'ONU ont accepté que la Déclaration finale (DPA) soit adoptée par consensus par l'ensemble de la communauté internationale. Mais certains états ont émis des réserves lors de l'adoption du texte.

Notons que la DPA gouvernementale comporte certains paragraphes encourageant pour le mouvement antiraciste, notamment en ce qui concerne les Roms, les Gitans, les Sintis ainsi que les minorités et les peuples autochtones. En revanche, cela n'a pas été possible d'évoquer les discriminations de caste et la situation des Dalit (Intouchables) en Inde, ou celles commises contre les minorités en Chine, en particulier contre le peuple tibétain. De même le problème des minorités et de la liberté religieuse n'a pu être débattu.

La traite négrière transatlantique et l'esclavage ont été condamnés sans hésitation et ont été considérées comme crime contre l'humanité. En revanche, certains pays voulaient qu'on les mette sur le même plan que l'esclavage contemporain, avec la traite transsaharienne ou dans l'Océan Indien.

Malheureusement, la prise en main du forum des ONG par certains groupes exaltés ou dits « anti-démocratiques », n'a pas permis d'examiner bon nombre de situations discriminatoires dans le monde. Ainsi, en raison du « langage de haine », la Haute Commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson s'est vue obligée de refuser de transmettre le document final des ONG aux représentants des gouvernements.

### Le contexte idéologique de Durban 2

Le programme d'action de Durban met à l'honneur la religion comme « valeur intrinsèque des êtres humains » qui « peut aider à promouvoir la dignité » et à « éliminer le racisme ». **Pour la première fois, le terme d'« islamophobie » a été introduit dans un texte international.**

Pour Doudou Diène, rapporteur général des Nations unies, le terme islamophobie se réfère à une hostilité non fondée et à la peur envers l'islam, et en conséquence la peur et l'aversion envers tous les musulmans ou la majorité d'entre eux. Il se réfère également aux conséquences pratiques de cette hostilité en termes de discrimination, préjugés et traitement inégal dont sont victimes les musulmans (individus et communautés) et leur exclusion des sphères politiques et sociales importantes. Ce terme a été introduit pour répondre à une nouvelle réalité : la discrimination croissante contre les musulmans qui s'est développée ces dernières années. Mais cela n'a pas été sans poser de problèmes ; certains intellectuels y ont vu une menace contre la liberté d'expression et la liberté de conscience, récusant la terminologie qui fait référence à une religion. D'autres personnalités telles Alain Gresh ou Jean Baubérot dénoncent l'islamophobie, qu'ils conçoivent comme un amalgame entre croyants et intégristes, fondée sur une interprétation belliciste du Coran, et qui sous prétexte de protection de la liberté d'expression, dégénère souvent en xénophobie. Mais le débat est loin d'être clos hélas. À Alger le 3 décembre 2007, le président français Nicolas Sarkozy fait un parallèle entre l'islamophobie et l'antisémitisme : « En France comme en Algérie, nous devons combattre avec une détermination sans faille toute forme de racisme, toute forme d'islamophobie, toute forme d'antisémitisme. Il n'y a rien de plus semblable à un antisémite qu'un islamophobe. Tous deux ont le même visage : celui de la bêtise et de la haine. (...) Le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme ne s'expliquent pas. Ils se combattent. Ce qui vaut pour la France vaut partout ailleurs dans le monde. »

On peut espérer que ces paroles de raison amèneront certains à réaliser que le racisme quel qu'il soit est abject et dangereux, comme il est dangereux de hiérarchiser ses victimes.

D'autres mécanismes idéologiques apparaissent dans les réunions préparatoires, notamment sur les descendants d'Africains, le droit des femmes et des minorités diverses.

En ce qui concerne le droit des femmes, les approches divergent, d'un côté celles qui placent les traditions, les cultures et les religions au même titre que les droits universels et, de l'autre celles mettant en avant l'émancipation. Bienheureusement certains thèmes comme la représentation politique des femmes, les mutilations sexuelles, la traite et la prostitution ont été admises, valorisant ainsi la place traditionnelle des femmes dans l'espace de la famille.

Par contre le débat sur la diffamation des religions a été moins concluant. A la limite même d'un dialogue de sourd. D'un côté on parle de la responsabilité des médias dans la diffusion de textes insultants ou de dessins diffamatoires, dérapant souvent vers une forme de discrimination raciale ou religieuse -comme on l'a observé avec l'affaire des "caricatures"- . On dénonce d'un autre côté la censure et la menace sur la liberté d'expression. Elle menace surtout la laïcité nous dit-on et porte atteinte à la conscience anti-religieuse et aux sentiments athés ou agnostiques. Comme si pour défendre la liberté d'expression il fallait protéger la laïcité et véhiculer nécessairement un stéréotype négatif des religions incitant ainsi à la haine religieuse.

### Dialogue des civilisations

Afin de prévenir les conflits futurs et de parvenir à une paix durable entre les peuples, le dialogue inter-religieux est promu.

Lors de la conférence du Mouvement des non alignés à Durban en 1998, le président de la République islamique d'Iran Mohamed Khatami avait proposé que l'Assemblée Générale consacre l'année 2001 année du dialogue des civilisations , réfutant l'idéologie du « choc des civilisations » chère à l'universitaire américain, Samuel Huntington.

Après les attentats à Madrid en 2005, une nouvelle structure va naître au sein de l'ONU, « L'Alliance des Civilisations » sous l'égide des gouvernements espagnols et turcs.

Cette « Alliance des Civilisations » propose un rapprochement des différentes communautés de cultures et d'ethnies. Ces communautés seraient chacune représentées par deux personnes. Ainsi l'Europe de l'Ouest est représentée par Hubert Védrine et Karen Armstrong. Khatami représenterait un Moyen-Orient avec la qatarie Mozah Bint Nasser Al Missned . Arthur Schneier se voyait confier la représentation de l'Amérique du Nord avec John Esposito.

En réalité, l'alliance ou le dialogue de civilisations présentent une autre vision du monde qui met en avant un consensus universaliste enrichi de ses différentes composantes culturelles locales, et confère bien sûr aux religions une place politique de premier plan.

L'Assemblée générale de l'ONU a voté une résolution le 20 octobre 2005 en faveur du Dialogue entre les civilisations dont il est intéressant de rappeler ces quelques lignes : « Nous réaffirmons la Déclaration et le Programme d'action en faveur d'une culture de paix, ainsi que le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations et son plan d'action, adoptés par l'Assemblée générale, et la valeur des différentes initiatives en faveur d'un dialogue des cultures et des civilisations, notamment le dialogue sur la coopération interconfessionnelle. Nous nous engageons à prendre des mesures propres à promouvoir une culture de paix et un dialogue aux niveaux local, national, régional et international, et nous prions le Secrétaire général de réfléchir aux moyens de renforcer les mécanismes d'application et de donner suite à ces mesures. ».

Hubert Védrine dans son discours du 10 novembre à l'Assemblée Générale, rappelle les grands objectifs qui doivent « permettre à toutes les langues, cultures et civilisations, de vivre et de dialoguer ».

Il est important de noter que c'est la première fois depuis sa création, l'ONU envisage une approche des problèmes et des rapports entre les hommes, vus sous un autre angle que celui politique ou économique.

### **Retournement de situation ou rebondissement**

Les Européens restent prudents, ils tiennent à avoir une position commune. « Il faut rester ensemble afin de voir jusqu'où nous pouvons peser », explique l'Elysée. Les Italiens, qui avaient annoncé le boycott, vont agir à l'unisson de l'UE. Mais les divergences restent vivantes et aucune décision n'a encore été prise, même si la pression s'accroît. « Nous allons envoyer maintenant les suggestions de l'UE pour les documents préparatoires », a déclaré le ministre tchèque des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, soulignant que « si la conférence est en conformité avec ces suggestions, nous resterons, et sinon, il y a des appels très fermes pour nous retirer ». L'Allemagne avait très clairement rappelé « les risques d'un détournement de la conférence, avec des prises de positions partiales sur le Proche-Orient ». Enfin, Bernard Kouchner insiste notamment sur son refus de « toute stigmatisation d'Israël » et de toute référence « à la notion de diffamation des religions, concept incompatible avec la liberté d'expression et de conscience ».

Le document, qui est passé d'une soixantaine de pages à 17 pages, ne parle plus du concept de diffamation des religions que les Occidentaux voyaient comme une manière de réduire la liberté d'expression de façon inacceptable. Il ne fait pas non plus mention d'Israël et ne contient plus de propos jugés antisémites par certaines délégations. Enfin, la notion de réparations relatives au colonialisme a disparu du texte présenté hier aux différents groupes régionaux. Eléments considérés comme « une ligne rouge » par les pays occidentaux

### **Le contenu du nouveau document**

Le document disponible sur le site internet du Haut Commissariat aux droits de l'homme, a été soumis aux diplomates par le président du comité de rédaction le Russe Youri Boychenko. Le texte est nettement plus court que les précédents, conformément au souhait émis par plusieurs délégations, notamment occidentales. Le texte exprime, de manière plus neutre, sa « profonde préoccupation » à l'égard des « stéréotypes négatifs visant des religions » et « l'augmentation globale du nombre d'incidents d'intolérance et de violence raciale et religieuse, dont l'islamophobie, l'antisémitisme, la christanophobie et l'anti-arabisme ». Le nouveau document tient compte des propositions avancées par les pays occidentaux. Il rappelle ainsi que l'Holocauste ne doit jamais être oublié. Il réaffirme le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Le document ne parle plus de compensations financières pour l'esclavage et demande seulement aux Etats de prendre les mesures appropriées, sans préciser, pour contribuer à restaurer la dignité des victimes de l'esclavage.

### Les artisans de Durban II

Le Russe Youri Boychenko, qui dirige le groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration finale de Durban II, a réussi, avec l'aide de l'Egypte, de la Belgique et de la Norvège, à présenter un nouveau texte qui met en veilleuse les thèmes de controverse entre Occidentaux, monde arabo-musulman et pays africains. Tout le monde apprécie ce travail et salue les vertus diplomatiques de Youri Boychenko.

<http://www.iisd.ca/isdr/wcdr1/pix/2russianfed033-s.jpg>

Ambassadeur du Pakistan auprès des Nations unies à Genève et coordinateur pour l'Organisation de la conférence islamique en matière de droits de l'homme, Zamir Akram le souligne : "Le nouveau document est le résultat d'un consensus et de négociations. Pour l'obtenir, il fallait accepter de ne pas défendre des positions maximalistes." Zamir Akram n'était lui-même pas satisfait du premier projet de déclaration finale, "un fourre-tout incohérent". D'où son regard critique sur le bras de fer engagé par les Occidentaux : "C'est une tempête dans un verre d'eau." Dans le processus de préparation de Durban II, l'ambassadeur pakistanais approuve le fait que la diffamation des religions ne soit pas érigée en principe. La notion d'incitation à la haine raciale et religieuse, contenue dans l'article 20 du Pacte relatif aux droits civils et politiques, lui paraît suffisante. Le diplomate n'a toutefois pas apprécié qu'il y ait de la part des Occidentaux des préconditions à une négociation multilatérale.

Vice-représentant de l'Egypte auprès de l'ONU et ministre plénipotentiaire, Ahmed Ihab Gamaleldin espère que la Conférence sur le racisme de Genève sera un succès et que tous les Etats y participeront. "Le texte raccourci reflète l'une des plus grandes priorités du groupe africain, le racisme. J'espère que tous les Etats vont s'approprier ce texte de consensus." Son pays a joué un rôle majeur de modérateur qui n'est pas passé inaperçu.

En dépit des commentaires plutôt positifs, le nouveau projet de déclaration n'est toutefois pas un aboutissement. « C'est une bonne base de discussion », estime un diplomate occidental. Ahmed Ihab Gamaleldin partage cet avis, mais reconnaît que "de part et d'autre, il faudra faire preuve de bonne foi et de bonne volonté pour que chaque état se sente prêt à s'approprier le texte. Car l'absence de consensus serait dangereuse. Tout état se verrait légitimé à faire toute sorte de demande dans les instances multilatérales". Le comité préparatoire de la conférence se réunira début avril pour finaliser un document soumis à l'approbation de tous les états. Une inconnue suscite toutefois une inquiétude : quelle va être l'attitude des états vis à vis d'Israël ?

### Le défi de Navi Pillay

La nouvelle Haut-commissaire aux droits de l'homme doit sauver du fiasco la prochaine conférence contre le racisme organisée à Genève en avril prochain. La Sud-Africaine Navanethem Pillay militante de l'ANC, qui a succédé en juin à la Canadienne Louise Arbour, a demandé la semaine dernière à tous les Etats de participer et de surmonter les divergences.

S'adressant pour la première fois au Conseil des droits de l'homme, réuni à Genève pour une session de trois semaines, la Haut Commissaire s'est engagée à tout faire pour amener toutes les parties autour de la table et donner un nouvel élan à la lutte contre la discrimination, la xénophobie, l'intolérance et le racisme. Espoirs anéantis « Si les divergences devenaient le prétexte à l'inaction, les espoirs et les aspirations de beaucoup de victimes seraient anéantis peut-être de manière irréparable », a averti la militante anti-apartheid.

Le Canada, les Etats-Unis et Israël boycottent les travaux préparatoires de la conférence de Genève, ou Durban II, alors que d'autres pays européens, comme la France, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne menacent de les suivre si la conférence se transforme en plate-forme anti-israélienne.

« J'appelle les gouvernements qui ont exprimé l'intention de ne pas participer à la conférence à reconsidérer leur position », a demandé solennellement la Haut Commissaire.

Elle ne croit pas qu'une approche du tout ou rien soit la bonne. « Sans la participation de tous, le débat et la lutte contre le racisme seront affaiblis », a souligné l'ex-juge à la Cour pénale internationale (CPI), qui a également appelé à renforcer la lutte pour prévenir le génocide.

« Navi Pillay tire dans la mauvaise direction », a réagi l'ONG « UN Watch ». Et de se demander pourquoi la Haut Commissaire ne critique pas plutôt l'attitude du Soudan, de l'Iran et de la Libye « qui ont commencé à détourner la

conférence » de ses buts.

Le directeur d'UN Watch Hillel Neuer regrette que Navi Pillay ait qualifié de « productive » la réunion préparatoire d'Abuja (24 au 26 août), alors qu'elle a omis de mentionner dans sa déclaration finale les atrocités commises au Darfour.

La nouvelle Haut Commissaire a également affirmé sa volonté de « tolérance zéro » à l'égard de la politique deux poids deux mesures et son souci d'impartialité. Elle devra lutter pour maintenir son indépendance. Le Pakistan et Cuba notamment ont réitéré leur demande d'un contrôle des activités du Haut Commissariat par le Conseil des droits de l'homme.

### **Les éternels opposants à Durban II et à l'Alliance des Civilisations**

Malgré tous ces progrès notoires, il est à noter qu'en France, les prises de position en faveur du retrait de la délégation française de cette conférence continuent hélas à se faire entendre. On trouve dans cette direction des intellectuels tels que Fodé Sylla dans son intervention le 1er mars au colloque organisé par Africa International et l'IFIE. Bernard Henri Levy dans "Le Point" dénonce "la mascarade de Durban II". Pascal Bruckner demande "le boycott pur et simple. Peut-être faudrait-il dissoudre le Conseil des droits de l'homme ou n'y admettre que les pays qui sont d'authentiques démocraties. Faute de quoi il deviendrait pour la dignité humaine l'équivalent des paradis fiscaux pour l'économie : un centre de blanchiment des crapules". Des personnalités politiques telles que Bertrand Delanoé qui soutient "Notre pays compromettrait ses valeurs et sa devise en participant à cette mascarade", ou Claude Goasguen qui appelle "les députés à se mobiliser pour obtenir une décision claire et publique du gouvernement français, en rejoignant l'appel parlementaire pour le retrait de la France des travaux de Durban II". Sans oublier des organisations telles que la Ligue du droit international des femmes, le Grand Orient et la LICRA.

Pour appeler au boycott de la conférence sur la racisme, ces intellectuels ou ces politiques invoquent toujours la rhétorique récurrente de stigmatisation et d'anathème à savoir :

- ▶ a) d'imposer, au nom de la prétendue liberté religieuse, la supériorité d'une religion - l'Islam - sur toutes les autres religions....
- ▶ b) d'institutionnaliser l'antisémitisme au sein de la Conférence de l'ONU en mettant ouvertement et systématiquement en accusation l'Etat d'Israël.
- ▶ c) de promouvoir des thèses sexistes, hostiles aux droits des femmes et contestant en particulier leur droit à l'émancipation.
- ▶ d) de rejeter l'universalité des droits de l'homme au profit d'un communautarisme exacerbé qui devrait tenir compte des « spécificités culturelles »....

Quant à la sociologue Malka Marcovitch, elle se cantonne dans une attitude de rejet systématique " le mauvais compromis de Durban 2 me fait penser à Munich" dit-elle en précisant "Le texte présenté hier victorieusement par le facilitateur russe Youri Boychenko a un petit goût nauséabond de déjà vu et sent le souffre. "Durban 2 est sauvé !" clament certains commentateurs comme Chamberlain hurlait à la paix à son retour de Munich en septembre 1938." Pourquoi tant acharnement ? Malka Marcovitch qui était un acteur potentiel à Durban I avait observé et dénoncé à juste titre les dérives. On aurait pensé qu'elle apporterait un soutien même modeste à ce nouveau texte. Même Tsipi Livni, ministre des Affaires étrangères israélienne se permet de surenchérir :

« Durban II est une conférence cynique entièrement antisémite et anti-israélienne qui se cache sous le combat contre le racisme. La décision du gouvernement américain est une authentique et courageuse expression de ses valeurs de leader du monde libre, et cette décision doit montrer la voie pour tous ces autres pays qui partagent les mêmes valeurs » .

Madame Livni pourra-t-elle encore se prévaloir de ces mêmes "valeurs du monde libre" pour justifier les massacres et les crimes de guerre perpétrés par son pays contre les civils du ghetto de Gaza ?

Plus pragmatique, Caroline Fourest dans « La tentation obscurantiste » avait dénoncé des "Etats qui persécutent chez eux les minorités religieuses prétendaient nous donner des leçons de tolérance - envers l'Islam." Et avait alors appelé au boycott de la conférence de Genève.

Mais dans le Monde du 13 mars dernier dans un article intitulé "Il ne faut pas déserteur Durban II" elle salue l'avancée de la plate-forme d'action qui a éradiqué une partie des dégâts de Durban I. Elle a bien pris conscience que les "lignes rouges bien établies" n'ont pas été franchies. Elle conclue de manière lucide "Mépriser cette négociation ne

permettrait pas d'expliquer au monde la position de l'Union européenne. Il ne s'agit pas de désertier la lutte contre le racisme, mais de résister à son instrumentalisation. Le risque serait surtout d'affaiblir un peu plus le multilatéralisme, dont nous avons tant besoin pour préserver l'universalisme et renégocier un jour cette plate-forme."

### **La balle est dans le camp des occidentaux**

Malgré les avancées spectaculaires, rien n'est encore acquis. Les Européens vont-ils se contenter de ce texte ? Ahmed Ihab Gamaleldin met en garde : « Nous n'avons jamais eu aussi peu de temps pour élaborer un texte dans une conférence multilatérale de l'ONU. La première lecture a eu lieu à la fin de février. ».

Le comité préparatoire de la conférence se réunira le 6 avril pour finaliser le document qui devra encore être approuvé par tous les Etats.

Directrice du bureau de Human Rights Watch à Genève, Juliette Rivero se félicite de ce pas en avant. Mais elle met les Européens devant leur responsabilité : « La balle est dans leur camp. Il faut qu'ils adoptent désormais un agenda plus constructif. ».

Selon le journaliste suisse Stephane Hussard "En brandissant la menace de ne pas participer au sommet de Genève, les Européens ont adopté une stratégie de négociation maximaliste dangereuse, car elle révèle ce qu'ils fustigent dans les enceintes multilatérales : l'intransigeance des Etats arabes susceptible de donner corps à la thèse du choc des civilisations.... Le consensus est possible. Le tournant est tel que rien dans le texte ne peut empêcher le retour des Américains"

### **A suivre donc...**